



C_2016_161

EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 15 DÉCEMBRE 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Finances et Conseil de Gestion

L'an deux mille seize, le quinze décembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la délibération:
Attribution d'un fonds de concours pour la construction d'une crèche à Figanières

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Raymond GRAS pouvoir à Daniel MARIA, Hugues MARTIN pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Fabien MATRAS pouvoir à Alain PARLANTI, Yves BACQUET pouvoir à Georges ROUVIER, Frédéric MARCEL pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Bernard CHARDES pouvoir à Liliane BOYER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Alain HAINAUT pouvoir à Christine PREMOSELLI, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Laure REIG pouvoir à Claude ALEMAGNA, Régis ROUX pouvoir à Thierry PESCE

ABSENT(S) :

David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Claude PIANETTI

RAPPORTEUR : Monsieur Serge BALDECCHI

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Transmis le : 2.1.DEC. 2016

Affiché le 2.1 DEC. 2016

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Le Plan Pluriannuel d'Investissements (PPI), adopté par le Conseil d'Agglomération, a fixé un certain nombre d'orientations qui guident l'action de la Communauté d'Agglomération Dracénoise (CAD).

Au-delà de ses compétences exclusives, la CAD a la possibilité d'atteindre certains de ces objectifs en soutenant l'intervention de ses communes membres allant en ce sens.

Telle est la vocation des fonds de concours.

Les fonds de concours interviennent donc dans des domaines qui ne relèvent pas d'une des compétences spécifiques de la Communauté d'agglomération, telles que figurant dans ses statuts, mais concourent à atteindre des objectifs reconnus comme prioritaires à l'échelle du territoire.

Par son action, chaque commune a en effet la possibilité de traiter des enjeux qui dépassent son seul territoire, et ces actions, multipliées sur l'ensemble de la communauté s'insèrent dans une dynamique collective et prennent une nouvelle dimension.

Dans ce cadre, la commune de Figanières a présenté son projet de construction d'une crèche au titre des fonds de concours.

Conformément à la délibération n°C_2016_105 du 22 septembre 2016, la CAD participera à cette opération en attribuant à la commune de Figanières un fonds de concours, conformément à l'article L.5216-5 VI du Code Général des Collectivités Territoriales.

Afin de pouvoir verser un fonds de concours, trois conditions cumulatives doivent être réunies :

- le fonds de concours doit nécessairement avoir pour objet de financer la réalisation d'un équipement ;
- le montant total du fonds de concours ne peut excéder la part du financement assuré, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds ;
- le fonds de concours doit avoir donné lieu à délibérations concordantes adoptées à la majorité simple du Conseil d'agglomération et du Conseil municipal concerné.

Ainsi, et sachant que le montant total des travaux de réalisation et de maîtrise d'œuvre est évalué à la somme de 880 010 € HT et que la commune de Figanières indique que, pour cette opération, elle percevra des subventions, le montant pris en compte pour la détermination du fonds de concours est donc égal à :

Coût de l'opération	880 010,00 € HT
DETR	187 500,00 €
Conseil Départemental	74 000,00 €
CAF	209 000,00 €
Réserve parlementaire	15 000,00 €
Autofinancement	197 255,00 €

Sur cette base, le montant prévisionnel à verser par la Communauté d'Agglomération Dracénoise est donc de 197 255,00 €, soit 50% du montant total hors taxe résiduel.

Il est à noter, qu'en cas d'obtention d'autres subventions par la commune, celles-ci seront déduites du fonds de concours.

En tout état de cause, le montant maximum du fonds de concours pour cette opération ne pourra pas excéder 255 000 €, somme inscrite au PPI de la CAD.

Les modalités de versement du fonds de concours sont prévues dans une convention entre la CAD et la commune (convention cadre approuvée par délibération C_2016_105). Après accord à la majorité simple du Conseil d'agglomération et du Conseil municipal de la commune de Figanières, sur l'octroi du fonds de concours, la convention sera signée par les parties.

En conséquence, et au vu de l'avis favorable de la commission Finances du 6 décembre 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver le versement au profit de la commune de Figanières d'un fonds de concours pour permettre la réalisation de l'opération citée ci-dessus ;
- dire que cette somme est inscrite au budget 2016 et suivants, conformément au calendrier de réalisation des travaux ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tous documents afférents à la présente délibération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 15 décembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.